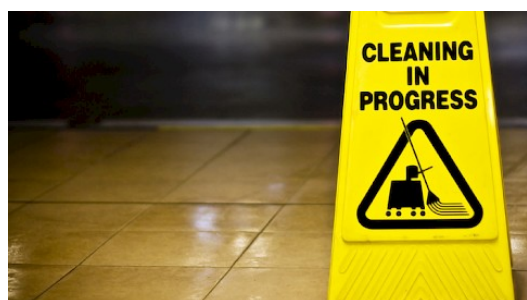


Des nettoyeurs débraient pour la réintégration des services de nettoyage dans la fonction publique

Jeudi, 07. décembre 2017

De: Unia et SSP



L'équipe de nettoyeurs chargés de l'entretien des bâtiments du Cycle d'Orientation de l'Aubépine a entamé des mesures de lutte pour obtenir la réintégration des services de nettoyage dans la fonction publique. Les salariés concernés ont débrayé ce matin dans l'attente d'une rencontre avec le Conseil d'Etat. Les syndicats Unia et SSP Genève ont tenu une conférence de presse pour en informer l'opinion publique.

Les employés de nettoyage de l'Aubépine ont été licenciés pour la fin de cette année civile. Après, pour certains, plus de dix années de service au sein du même établissement, leur employeur les congédie suite à la remise en soumission du mandat concerné. Rien d'exceptionnel dans un secteur d'activité qui fait payer le prix de l'externalisation au personnel, confronté à chaque nouvelle soumission au licenciement ou à l'intensification du rythme de travail.

Mais il se trouve que l'adjudicateur en question est le Département de l'instruction publique et que cette fois il ne s'est même pas donné les moyens de s'assurer que le personnel affecté à cet établissement soit rémunéré selon les minimas fixés par la Convention collective de travail pour le secteur du nettoyage (CCT). Depuis plusieurs années, l'entreprise de nettoyage SERCONET SA ignore les années d'expérience acquises par leurs employés au sein de la même société, ce qui permet de les sous-payer.

En effet, la CCT prévoit pour la catégorie de travailleurs concernés une augmentation salariale dès l'acquisition de quatre années d'expérience dans la branche du nettoyage. Pour l'année 2017, par exemple, les personnes concernées passent d'un salaire horaire de CHF 21.70 à CHF 23.60.-, ce qui représente une différence salariale de CHF 1.90.- de l'heure !

En contournant la CCT, la société SERCONET SA a engendré plus de CHF 12'000.- de perte salariale à Pedro*, chargé depuis presque de onze ans de l'entretien du Cycle d'Orientation de l'Aubépine. Luis*, dans la même équipe depuis plus de six ans, a déjà perdu plus de CHF

10'000.- de salaire. Il n'est pas inutile de rappeler que cette pratique touche des travailleurs qui reçoivent déjà des salaires parmi les plus bas de ce canton.

Aujourd'hui, l'équipe de nettoyeurs de l'Aubépine demande que les collectivités publiques prennent leurs responsabilités et réinternalisent les services de nettoyage. Il s'agit du seul moyen d'empêcher l'enrichissement des entreprises privées sur le dos des salariés et des contribuables, du seul moyen de garantir sur le long terme des conditions de travail correctes pour les employés et un service de qualité effectué par un personnel connaissant parfaitement les sites et les usagers.

Les enseignants du Cycle de l'Aubépine l'ont compris. Choqués de se voir imposer le licenciement de personnes à la fois compétentes, consciencieuses et très intégrées à la vie de leur établissement, ils se mobilisent pour les soutenir. La pétition qu'ils ont lancé mi-novembre compte déjà avec plus de septante signatures d'enseignants. Avec celle-ci, les maîtres de l'Aubépine entendent montrer leur refus d'être privés du service de l'équipe de nettoyeurs pour des questions purement économiques.

Le 27 novembre dernier, les syndicats Unia et SSP Genève ont alerté la Conseillère d'État, Madame Anne Emery-Torracinta, ainsi que ses collègues du Conseil d'État de la situation. Comme aucune réponse n'a été donnée au délai fixé (mercredi 6 novembre 2017), les syndicats Unia et SSP Genève réitérent cette fois publiquement leur demande de rencontre urgente. A défaut, d'autres mesures de lutte seront prévues.

* Prénom d'emprunt